



Paris, le 20 novembre 2017

Monsieur Edouard PHILIPPE
Premier Ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 PARIS

MT 2017.305

Lettre ouverte à Edouard PHILIPPE sur le dossier loup

Monsieur le Premier Ministre,

Votre gouvernement prépare le futur plan loup 2018/2023.

Dans ce cadre, vous affichez un objectif de 500 loups en France au terme du plan, en 2023.

Avec une population de plus de 300 loups, aujourd'hui décomptés, les éleveurs des zones prédatées vivent déjà un véritable enfer et sont dans une profonde détresse. Ils sont continuellement tenaillés par la crainte d'une attaque des loups sur leur troupeau. Ils n'en peuvent plus de voir leurs brebis égorgées, dévorées ou agonisantes.

Les Maires, les Conseillers régionaux, les Parlementaires des territoires prédatés vous alertent sur les conflits d'usage liés aux chiens de protection avec les randonneurs et sur l'impact de ces conflits sur le tourisme. Ils refusent que les loups provoquent la mort des villages ruraux.

Les paysages se ferment, la biodiversité régresse.

Les coûts budgétaires s'envolent de façon exponentielle : 1.8 million d'€ en 2004, 7.4 millions d'€ en 2010 et 26.5 million d'€ en 2016. Le coût des moyens de protection des troupeaux chiffré par l'INRA, à la demande du Préfet de l'Aveyron, qu'il conviendrait de mettre en place dans ce département, s'élèverait à 35 millions d'€.

Cet objectif de 500 loups est ressenti comme une provocation et constitue un véritable mépris des agriculteurs et des élus des territoires ruraux. Il est incompréhensible dans un contexte de fortes restrictions budgétaires.

En juin dernier, FNSEA, JA, FNO, APCA, avons fait des propositions qui redonnent de l'espoir aux éleveurs et aux élus ruraux des zones prédatées qui œuvrent au quotidien pour animer leur coin de France qu'ils aiment, le rendre accueillant et sécurisé pour ceux qui y vivent ou viennent le découvrir l'été comme l'hiver.

Ces propositions professionnelles ont pour finalité de donner **un droit élémentaire légitime aux éleveurs de défendre de façon permanente leur troupeau** (art. L113-1 du code rural) pour retrouver de la sérénité dans la conduite de leur élevage et parvenir à zéro attaque. Elles sont dignes d'intérêt, Monsieur le Premier Ministre. Prenez-les en compte ! Elles reposent sur l'intérêt général des populations, des territoires et du pastoralisme.

Au lieu de cela, les Ministres de la Transition écologique et solidaire et de l'Agriculture et de l'Alimentation s'arc-boutent, à chaque réunion de concertation, sur un plafond annuel de prélèvement, sur des tirs de prélèvement et de défense renforcée plus restrictifs par rapport au plan aujourd'hui en vigueur, sur une conditionnalité des indemnisations aux mesures de protection dont une part importante est à la charge des éleveurs ainsi que sur une gestion territorialisée du loup. Cet autisme des ministères aux demandes du monde rural est inacceptable.

Le loup n'est pas une espèce en voie de disparition. 350 000 loups sont recensés dans le monde dont 150 000 en Europe. Sa viabilité est assurée.

Ne vous retranchez pas non plus, Monsieur le Premier ministre, derrière les engagements internationaux. Dans la déclinaison de la Convention de Berne, il est clairement prévu que « *dans les régions à vocation essentiellement agricole, il n'est pas souhaitable de maintenir des loups ou de chercher à les réintroduire* ». Si vous avez la volonté politique, vous pouvez juridiquement agir pour parvenir à zéro attaque sur les troupeaux.

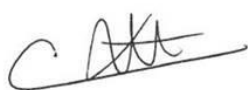
L'agriculture est riche de ses diversités. Dans bon nombre de communes pastorales, elle seule est garante d'emplois et d'activités économiques qui permettent à des hommes et des femmes de vivre et de travailler « au pays ». Ne substituez-pas de façon irréversible un ensauvagement des territoires à certaines formes de productions agricoles sous peine de déprise fatale.

Le pastoralisme est un joyau territorial dont nous avons hérité et que nous devons transmettre aux générations futures. Pour continuer d'exister, il a besoin de l'élevage à l'herbe en plein air, partout, dans tous les territoires. Ce système de production s'inscrit, par ailleurs, pleinement dans l'agroécologie plébiscitée par votre gouvernement et par tous nos concitoyens. La prédation des loups sur les troupeaux le condamne à jamais.

Pour le bien de notre pays et pour sa cohésion territoriale, prenez la bonne décision, Monsieur le Premier Ministre ! Faites-en sorte que les éleveurs retrouvent leur fierté, leur dignité et puissent poursuivre leur activité qui apporte tant à nos concitoyens en matière de production agricole de qualité et de préservation des paysages millénaires ; conformément aux demandes des élus locaux.

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre haute considération.

Christiane LAMBERT,



Présidente FNSEA

Jérémy DECERLE,



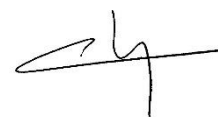
Président JA

Michèle BOUDOIN,



Présidente FNO

Claude COCHONNEAU,



Président de Chambres
d'Agriculture France